

La question de la valeur ajoutée fondement de toute équité sociale

Pourquoi les hommes rêvent-ils du paradis ? Sans nul doute parce qu'ils vivent en enfer ! Tel est le point de départ de toute équité sociale : la prise de conscience de l'enfer !

Au commencement il y avait seulement la nature, généreuse dit-on. En fait, il n'en est rien, car nos premiers ancêtres humanoïdes ont dû lutter contre les animaux pour se nourrir. Les archéologues affirment que c'est la découverte de l'arc et des flèches qui a permis à l'homme de s'imposer aux animaux.

Mais l'homme chasseur organisé en tribu, une fois devenu maître de son territoire, a dû lutter contre les autres tribus pour s'accaparer les fruits de la terre et les animaux. Ainsi, les premiers humains sédentaires ont reçu la visite de tribus nomades qui leur ont disputé territoire et animaux. Ce fut le commencement de la guerre, c'est-à-dire de l'enfer, qui n'a cessé de s'amplifier jusqu'à nos jours.

Homo sapiens s'est rapidement distingué de l'animal par le culte des morts : ses tombes témoignent des civilisations passées. Avec le culte des morts est apparu le culte des dieux, accompagné du langage et de la musique. Tels sont les premiers témoins de la civilisation : guerre, culte des morts et rites religieux.

Le vrai travail n'est apparu qu'à une date plus tardive, voici quelques millénaires seulement. Il consistait principalement à cultiver la terre. L'élevage et la domestication des animaux sont venus plus tard. Si, au départ, le troc des marchandises marque la première forme de commerce, l'homme a rapidement imaginé un moyen d'équivalence pour accumuler la valeur. Ce fut l'apparition de la monnaie frappée, d'abord en fer puis en bronze pour finalement inclure les métaux précieux tels que l'or et l'argent. Ce dernier terme s'est imposé pour désigner tout moyen de paiement. Le cumul de l'argent est ainsi devenu le second élément de puissance en dehors du cumul des territoires, tous deux assujettis à la guerre et à la domination d'un souverain sur ses sujets.

Tel est le point de départ de la civilisation moderne qui remonte à seulement 10.000 ans. En dehors de la guerre et du commerce des esclaves est apparu le commerce de l'argent. Ce dernier a donné naissance à l'usure, c'est-à-dire au loyer de l'argent. L'argent devenait ainsi le symbole incarnant la valeur ajoutée cumulée, qui se reproduisait grâce au travail des esclaves. Rapidement, cette usure a donné naissance à une nouvelle forme d'esclavage qui demeure de nos jours: le capital issu du travail des esclaves.

Les lois de la nature étant ce quelles sont, esclavage et usure se sont rapidement fait des adversaires. Ce furent par exemple Aristote en Grèce et Spartacus sous l'empire romain. Aristote est le plus célèbre adversaire de l'usure, pratiquée par les Juifs depuis leur retour de Babylone. En fait, l'usure est restée la forme principale du commerce de l'argent jusqu'à nos jours.

Le personnage le plus important de l'histoire moderne est sans nul doute Joshua le Nazaréen devenu célèbre sous le nom de Jésus. Il s'agissait d'un érudit, soi-disant né en Palestine, qui a passé la majeure partie de sa vie en Inde, en Egypte et dans les territoires de l'Asie mineure. Le peu que nous en savons est résumé dans le Nouveau Testament par la voix des Apôtres. Il s'agit en fait d'une somme de légendes aux origines contro-

sées. La seule chose qui soit bien établie est que Jésus a été un révolutionnaire pacifique dont le message représentait une menace mortelle pour tous les empires : négation de l'esclavage, libération de la femme et condamnation de l'usure. La scène la plus célèbre est celle de Jésus chassant les usuriers du Temple à Jérusalem. Spartacus et Jésus sont ainsi devenus les deux principaux personnages de la civilisation occidentale en ce sens que tous deux ont donné naissance à l'idée du communisme, déjà annoncé par Platon. Ne jouons pas avec les mots : le socialisme n'a jamais existé sinon dans la tête de certains hommes politiques pour introduire le communisme en cachette...

Les premières heures du capitalisme modernes remontent à Christoph Colomb qui découvrit par hasard l'Amérique, alors qu'il voulait se rendre aux Indes... même s'il est prouvé qu'un autre l'avait précédé. Ce qui compte ici, c'est que ce conquistador navigua en mission pour la couronne d'Espagne. Nous connaissons la suite avec la découverte des immenses richesses en métaux précieux du Nouveau Monde. L'Espagne devint ainsi une grande puissance colonisatrice et accumula des quantités faramineuses de métaux précieux. L'ennui est que l'Espagne avait cru que l'or constituait une richesse éternelle... Il n'en était rien pour la simple raison que les Espagnols avaient oublié que l'or, sans le travail, n'avait aucune valeur !

Adam Smith (1723 - 1790), philosophe et économiste écossais des Lumières qui professait que « *la recherche par les hommes de leur intérêt personnel mène à la réalisation de l'intérêt général* », fut le premier à constater cette évidence, car sans marchandises commercialisables produites par le travail, on ne pouvait rien acheter en Espagne, même si l'or permettait d'importer ces marchandises. L'ennui ici est que la Couronne d'Angleterre, avec sa puissante flotte, avait constitué un empire reposant principalement sur le commerce, c'est-à-dire sur les échanges de marchandises. Rapidement, l'Espagne dut s'incliner devant la puissance navale des Britanniques, qui avaient mis en place une industrie sur leur continent.

L'optimisme d'Adam Smith s'est vite heurté à la dure réalité de la classe ouvrière qui n'avait pas vu la couleur de *l'intérêt général*, car « *l'excès de liberté s'avéra bientôt aussi nuisible que l'excès d'argent* ». Le grand théoricien à décrire cette relation fut David Ricardo (1772 - 1823). Il constata surtout que le bénéfice de l'argent provenant de l'usure était inégalement réparti entre les hommes et il fonda la théorie des classes. Le terrain était préparé pour Friedrich Engels (1820-1895) et Karl Marx (1818-1883) qui élaborèrent la célèbre théorie de la *plus-value*, que nous qualifions de *valeur ajoutée*.

Ce terme est toujours au centre de la dispute qui oppose les théoriciens de l'économie, car il est la clef de toute prospérité et de toute justice sociale.

Dans l'entendement marxiste, la plus-value est la partie du bénéfice qui devrait revenir aux travailleurs et qui reste dans la caisse des bourgeois. Cette vision simpliste fait abstraction de la nécessité de réinvestir une partie des bénéfices et de verser des intérêts aux bailleurs de fonds pour financer les investissements en espèces.

Le premier à comprendre l'erreur du marxisme fut Léon Walras (1834 – 1910). Son mérite a été de décrire la complexité mathématique du système économique faisant intervenir des composants et des acteurs qui ne pouvaient bien fonctionner que dans le cadre d'un *équilibre de leurs relations*. Pour la première fois apparaissait la notion de *réciprocité* et d'une certaine *communauté d'intérêts entre le producteur et le consommateur*, qu'il soit bourgeois ou prolétaire.

Malgré tout son mérite, Walras n'a pas reconnu le véritable problème qui devait conduire à l'émergence de deux grandes écoles, qui persistent de nos jours : le monétarisme et l'interventionnisme. Ces deux écoles sont aussi imparfaites l'une que l'autre, car chacune se réclame d'une vérité qui a en fait deux visages. Le monétarisme, représenté par Irving Fisher (1867-1947) et surtout Milton Friedman (né en 1912), affirme que l'économie et la prospérité sont d'abord une question de monnaie : une saine économie doit limiter la masse monétaire pour brider l'inflation. *L'inflation et la dépréciation du capital : voilà la hantise des monétaristes*. On reproche au monétarisme de s'accommoder de la rigueur et du chômage.

L'interventionnisme, principalement représenté par John Maynard Keynes (1883-1946) et John Kenneth Galbraith (1908-2006), reprend les thèses socialistes voulant que le rôle de l'État soit de veiller à établir un équilibre entre la production et la consommation. Pour ce faire, il donne au consommateur un pouvoir d'achat par la voie de l'emprunt ou de l'initiative des pouvoirs publics en matière d'investissement, donc de l'intervention. Ce dernier préconise même la planification ainsi que le blocage des prix et des salaires. Faisons remarquer que *ce système suppose une marge de croissance* et donc au départ un niveau de vie assez bas : il ne fonctionne plus dans une société évoluée et opulente aux limites de la croissance et de la consommation ; ce qui est le cas aujourd'hui dans les pays industrialisés.

Tel est donc le point de départ de notre réflexion : notre économie est arrivée aux limites de la croissance et de la pollution de l'environnement, dévastatrice à tous égards. Tout progrès social va dès lors de pair avec le progrès écologique.

En y réfléchissant de plus près, il est possible de résoudre aisément le problème dès l'instant où nous reconnaissons que l'argent de l'investisseur n'est pas le même que celui du consommateur et que, dans tous les cas de figure, la valeur ajoutée est le fruit du travail, qu'il soit mécanique ou humain. Tel est le point de départ de la théorie de l'étalon monétaire universel indexé sur l'énergie transformée par le travail.

Dès lors que nous avons admis ce principe fondamental, il est permis de considérer que l'homme est une *« machine vivante productrice d'énergie »*. A ce titre, il peut vendre cette énergie à la communauté. Si nous admettons que cette communauté est représentée par l'État, cela signifie que celui-ci peut rémunérer cette énergie en amont du processus de travail : l'homme *fait le plein d'argent avant de travailler*, comme on fait le plein d'essence avant de rouler en voiture. Nous sommes ici en présence d'une loi physique indiscutable et non d'une vue de l'esprit.

Si nous étendons ce principe à toutes les activités de l'État, il va suffire que le prix reflète la quantité d'énergie transformée par le travail pour que le prix de la marchandise produite soit l'expression de cette quantité d'énergie et rien d'autre. Ce faisant, nous avons aboli l'usure et le risque d'inflation qui en résulte. Comment cela se présente-t-il en pratique ?

Le Peuple, par la voix du Parlement, doit adopter une loi constatant la relation ci-après :

« La valeur ajoutée est indexée sur l'énergie transformée par le travail et s'exprime en kW. »

Cette loi est dès lors universelle et valable pour tous les peuples et dans tous les pays jusqu'à la fin des temps : elle est absolue et dicte toutes les autres lois qui en découlent à l'échelle mondiale ! Elle équivaut à un renversement de l'entropie du système économique et monétaire classique : l'État injecte gratuitement l'argent de l'investisseur dans le circuit économique pour garantir le plein emploi, la justice sociale et une protection maximale de l'environnement. Cette petite phrase est donc le préalable à toute économie équilibrée au service du Peuple dans sa totalité.

Il est évident que l'argent de l'investisseur, virtuel, se limite au circuit bancaire entre l'État et l'entreprise. Si l'État fournit gratuitement de l'argent (sans usure) aux entreprises, il a aussi le droit de veiller au respect de la formation des prix au niveau des entreprises. Ce contrôle est exercé par les banques qui deviennent ainsi partenaires de l'État. Puisque l'impôt est désormais supprimé, tout le personnel des impôts trouve un nouvel emploi dans la banque où son rôle consiste à contrôler en permanence le respect de la formation des prix. Celui-ci est d'autant plus aisé que chaque produit doit dès lors posséder une fiche d'identification informatisée qui reflète le travail investi exprimé en kW. Ce prix de revient ne peut être modifié que si la nature du produit change.

Comme l'entreprise n'a plus d'impôt, plus d'usure ni de personnel à payer, le revenu gigantesque de la valeur ajoutée machine (expression de l'énergie investie dans le travail) doit être réparti équitablement entre tous les membres de l'entreprise (cadres et employés). Il s'agit ici d'un droit fondamental figurant à la Constitution. La spéculation boursière est de facto impossible et l'activité boursière se résume dès lors à la mise en place des marchés et des investissements, dont les services sont concentrés au niveau de la banque sous la haute surveillance de l'État.

Cela va de soi, la valeur de la monnaie de transaction est liée à l'étalon monétaire universel par une relation d'équivalence. Mais, chose importante, le dollar cesse de dicter sa loi au monde et doit se contenter d'être devenu une banale monnaie de transaction, comme toutes les autres.

Le seul souci du Peuple et notamment des travailleurs se limite à veiller au respect de l'application de la loi au niveau de l'entreprise. La Justice se porte garante de ce droit inaliénable.

Ce système offre d'immenses avantages pour la simple raison que l'entreprise devient totalement libre et n'est plus assujettie aux caprices du marché ou de la Bourse. Il est vrai toutefois que la concurrence dans un tel paysage économique se limite en majeure partie à la conception et à la qualité des produits et des prestations puisque les prix sont verrouillés. On notera toutefois que le prix des marchandises inclut en totalité l'énergie pour l'acheminement du produit fini au lieu de consommation. Cela signifie qu'il va devenir impossible de transporter des produits finis sur de longues distances, à moins que ceux-ci soient qualifiés *« d'utilité publique »*.

Dans ce contexte, tous les scénarios se fondant sur ce système sont possibles et offrent une infinité de possibilités d'adaptation dans tous les pays à l'échelle mondiale.

Le seul souci des citoyens, maintenant que leur rémunération honorable et leur emploi sont garantis, est de jouir de la vie. Dans ce contexte, le jeu et la culture tiennent une place de choix à l'échelle internationale dans le cadre de relations organisées.

© Georges Lacroix, expert judiciaire assermenté
05/11/2008 info-ecu@aliceadsl.fr